

BÉJAÏA

Les élus RCD chargent violemment le P/APW, le wali et l'APC

Dans une déclaration très virulente, les élus du RCD à l'APW de Béjaïa ont dressé un sévère constat de ce qu'ils qualifient de «dysfonctionnement durable et endémique» qui prévaut au sein de l'institution élue de wilaya gérée par le bloc FFS coalisé avec le FLN et le RND.

Reprochant entre autres l'absence de réunion de l'Assemblée depuis la dernière session, il y a près de deux mois, consacrée à l'élection du vice-président Rabhi Ali en remplacement de l'ex-P/APW, Mohamed Bettache, élu pour rappel au Sénat, le groupe du RCD rappelle dans son document que «le code de wilaya oblige le nouveau P/APW à convoquer dans les 8 jours qui suivent son élection, une session délibérante pour installer les vice-présidents».

Les mêmes élus du RCD accusent le président de l'APW, de «continuer à ce jour d'enfreindre la loi avec la complicité de l'administration». «Après avoir bafoué les règles les plus élémentaires de la démocratie neuf mois durant, avec la complicité de l'administration (...) permis à une élue du groupe FFS de continuer à siéger alors qu'elle est en abandon de mandat, mis l'APW entre les mains d'une bande aux intérêts occultes qui poursuivra ses pratiques de prédation, au détriment du développement de la wilaya», reproche le groupe RCD qui qualifie la majorité contrôlant l'institution élue de wilaya de «mini-clan présidentiel».

Le RCD estime que «le blocage de l'assemblée qui, de fait, empêche l'opposition de s'exprimer a permis au wali de s'accaparer tous les pouvoirs. «Le wali a, depuis son installation, ignoré les élus APW en ne les invitant à aucune de ses réunions de travail engageant l'avenir de la wilaya. Il s'est même permis d'engager des dépenses par anticipation sans consulter au préalable l'Assemblée. C'est à ce titre qu'il a engagé, en mettant l'APW devant le fait accompli, des dépenses qui en disent long sur les priorités de l'administration alors qu'on chante partout l'austérité», s'indignent les élus du RC.

«En parfaite violation de l'article

166 du code de wilaya, ces dépenses effectuées dans le cadre du compte administratif 2015, lequel compte n'a jamais été soumis à l'Assemblée pour adoption et cela depuis trois ans, ont été transférés du chapitre 979 (aides aux communes) programme de 2014 pour financer des travaux au niveau du siège de la wilaya, à savoir : 540 millions de centimes pour des bornes

escamotables à l'entrée du siège de la wilaya qui ne sont même pas utilisées. 400 millions de centimes pour refaire la peinture. 500 millions de centimes pour le chauffage central. 300 millions de centimes pour la réfection des sanitaires. 800 millions de centimes pour la cellule d'écoute et le bureau de médiation. 410 millions de centimes pour un passage souterrain au niveau de la résidence d'hôtes de la wilaya», dénoncent les élus de Mohcine Bellabès à l'APW de Béjaïa tout en signalant également «les 3 milliards 150 millions de centimes, votés par la majorité, pour l'aménagement d'un espace vert au niveau de la résidence

de Sidi Bouali, dans le cadre du BP 2016.» «Un montant inférieur aux PCD accordés aux communes» font observer les mêmes élus

Dans une longue déclaration, le RCD n'y est pas allé aussi de main morte pour descendre en flammes l'APC de Béjaïa.

«Dans son entreprise, de destruction des statues — lesquelles statues font partie de la mémoire citoyenne, l'APC de Bgayet s'est permis de démolir — décapiter doit-on dire- sans égard ni à l'œuvre d'art qu'elle constitue, ni à la personne qu'elle représente, la stèle à l'effigie du regretté Saïd Mekbel sise à la Place de la liberté d'expression.

Cette stèle imaginée et proposée par les journalistes et correspondants de Bgayet a été financée par l'APW. Cette destruction par l'APC n'a été rendue possible que parce que l'APW est totalement désarmée», note le RCD.

Le groupe du RCD a réitéré également la demande signée par 24 élus de l'Assemblée exigeant la mise en place d'une commission d'enquête sur «la gestion clientéliste et douteuse du chapitre 914, relatif aux subventions allouées par l'APW aux associations, d'autant plus que ce chapitre a été doté dans le budget primitif 2016, de 77 milliards de centimes !», souligne-t-on.

A. Kersani

APW DE AÏN DEFLA

Le bilan 2015 de la wilaya passé au crible

Ce qui ressort de l'exposé présenté par l'inspecteur général de la wilaya, lors de la session d'hiver de l'APW, ouverte dimanche dernier, est que toutes les activités de l'exécutif de la wilaya ont convergé vers le développement global de la wilaya dans tous ses secteurs.

Les programmes sectoriels PSD et communaux (PCD) ont totalisé un montant global de 124 656 636 000 de DA dont 116 047 481 000 DA pour le PSD, avec 637 opérations et 8 609 355 000 DA pour les PCD avec 1 101 opérations.

Le PSD dont l'exécution s'échelonne sur 3 ans a connu au 31 décembre dernier un taux d'exécution financier sur AP (autorisation de programme) qui a atteint les 47,21%.

Le taux de consommation des crédits de paiement (PSD et PCD) mobilisés, d'un montant de 39 808 588 458,28 DA, n'a pas dépassé les 32, 23 %, ce qui est admis comme positif par rapport à l'année 2014 puisque ce taux avait été à peine de 30,03%.

S'agissant de la consommation des crédits de paiements relevant des programmes de développement communaux annuels qui s'étaient élevés à 7,255 milliards de DA dont 4, 955, milliards résultat d'un reliquat

de l'exercice 2013, au 31 décembre 2015 seulement, la moitié des ces crédits ont été consommés soit 50, 47%, ce qui représente 3, 661 milliards de consommés sur les 7,255 milliards de DA mis à la disposition des budgets communaux

Lors du débat qui a suivi, un des élus en l'occurrence Brahim Selmane a fait observer que les taux de consommation des crédits mobilisés sont faibles et principalement ceux relatifs aux crédits relevant des programmes sectoriels de développement qui n'ont atteint que les 32,23%, ce qui, selon l'intervenant, est incompréhensible.

En réponse, le chef de l'exécutif de la wilaya, que la remarque a quelque peu égratigné, s'en est pris au fonctionnement de son exécutif sans désigner nommément les responsables puisque en haussant quelque peu le ton, il a pris la parole pour dire «je ne comprends pas, on tourne en rond, les dossiers tournent d'un service à un autre, lancés puis relancés, puis revenant au point de départ pour repartir d'une consultation à une autre et les procédures s'inscrivent dans la durée, entraînant des retards et des réévaluations coûteuses en temps et en argent, c'est comme si nous nous donnons l'illusion de travailler, nous faisons de l'activisme de par le fait que nous nous embourbons dans l'infructueux».

En fait, selon nombre d'observateurs interrogés, ce ne sont pas les exécutifs à mettre en cause mais bien les procédures des codes d'exécution des marchés

publics, compliqués et fastidieux, avec leur lourdeur qui retardent considérablement l'exécution des marchés.

Intervenant sur le problème des atteintes au patrimoine du foncier agricole, notamment les périmètres irrigués, le wali a fait savoir qu'un arrêté a été pris pour que soient ponctionnées des parcelles de ces terres pour l'habitat rural.

Pour ce qui est des terres excédentaires du patrimoine de l'Etat, il a constaté que certaines parcelles sont sous-louées, exploitées illégalement et ou habitées, il a ordonné qu'une enquête soit diligentée et que ces terres soient récupérées, remembrées et consacrées aux grands investissements.

Intervenant sur la gestion du secteur en charge des édifices publics, il constate à titre d'exemple que 48 salles polyvalentes et autres salles de sport devant être livrées au secteur de l'éducation restent fermées non opérationnelles exposées à de graves dégradations.

A ce sujet, il rappelle que les entreprises titulaires des marchés sont entièrement responsables jusqu'à la réception et qu'il leur appartient d'assurer la garde et la surveillance.

A propos du Centre pour les handicapés mentaux de Sidi M'Djahed, situé sur les hauteurs de la commune de Ben Allal, dans la daïra de Miliana, il dira «il est bien là ou il est et il y restera», en réponse aux questions des intervenants qui ont rappelé que le déplacement de ce Centre avait été prévu.

Karim O.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES CONSOMMATEURS

Les risques de la malnutrition à l'étude à Naâma

A l'occasion de la Journée internationale des droits des consommateurs relative au 15 mars de chaque année et sous le thème : «Plus d'antibiotiques au menu», la Direction du commerce de la wilaya de Naâma a, sous le haut patronage du ministère du Commerce et du wali de Naâma, organisé une journée d'étude au centre universitaire Salhi-Ahmed de Naâma.

Plusieurs thèmes ont été abordés et développés lors de cette rencontre généralement sur la malnutrition à travers quatre interventions programmées par des spécialistes.

La première intervention du professeur universitaire le D' Abdallah Amrouche, sous le thème «Résidus d'antibiotiques dans notre alimentation suspicion ou réalité» ; «le droit à l'information» a été une intervention de M. Mostéfa Bougharse en sa qualité de cadre de la Direction du commerce, le D' Ali Reggad a fait un exposé sur l'équilibre alimentaire. Par

ailleurs, M. Athmane Tahri, président de l'association du consommateur, a axé son son intervention sur la protection des droits du consommateur.

Dans les débats, les intervenants ont mis l'accent sur les problématiques des risques des produits consommables périmés mis en vente par certains commerçants et qui sont impropres à la consommation, la restauration rapide, le droit de disposer des informations nécessaires sur les produits consommables, ainsi que le rôle de la société civile.

Rappelons que l'humanité célèbre

depuis 1983, la Journée de défense du consommateur. Cette date mondiale historique a été retenue après le discours du président J. F. Kennedy, prononcé devant le Congrès américain, le 15 mars 1962, où il avait évoqué les quatre droits fondamentaux du consommateur : droit à la sécurité — droit à l'information — droit de choisir — droit d'être entendu.

Or, on apprend des organisations internationales et des différents organes de défense des droits de consommateurs et même de certains médias et journaux : que c'était après la création d'un mouvement des consommateurs s'exprimant à travers «consumers international» qui venait d'ajouter quatre autres droits supplémentaires qui se déclinent comme suit : le droit à la satisfaction des besoins de base, le droit à la réparation, le droit à l'éducation et le droit à un environnement sain. Ces huit droits réunis

font l'objet d'un travail incessant de la part de l'organisation «Consumers international» et de groupes de consommateurs à travers le monde. Deux années après le 15 mars 1983, exactement le 9 avril 1985, l'assemblée générale des Nations-Unies a adopté la charte de protection du consommateur des Nations-Unies après une dizaine d'années de combat mené par «Consumers international», connu alors sous le nom de «IOCU» (International organisation of consumer unions), et par des organisations de consommateurs. Il faut dire ici que la charte reprend les principes des huit droits du consommateur et fournit un schéma pour le renforcement des politiques nationales de protection des consommateurs.

Depuis l'adoption par l'ONU de cette charte, les droits du consommateur ont été élevés à une position de reconnaissance et de légitimité inter-

nationales, aussi bien dans les pays développés que dans ceux en voie de développement. Aussi, l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des consommateurs se présente, annuellement, aux fins de mettre en avant les droits fondamentaux de tous les consommateurs et de souligner toute l'importance du respect et de la protection de ces droits.

En France, la «défense du consommateur» est relayée par de nombreuses associations et une revue telle que «60 millions de consommateurs», réalisée par des journalistes professionnels travaillant en étroite collaboration avec les experts de l'INC, assure une mission de service public en totale indépendance vis-à-vis des fabricants et des distributeurs, alors qu'en Algérie, les intoxications alimentaires sont devenues pratiquement monnaie courante.

B. Henine